

Unité bi-départementale Calvados - Manche
477 boulevard de la Dollée
BP 70272
50001 SAINT-LÔ

SAINT-LÔ, le 22/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/04/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUEZ RV NORMANDIE

Le Buat (la butte)
50540 Isigny-le-Buat

Code AIOT : 0005303658

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/04/2023 dans l'établissement SUEZ RV NORMANDIE implanté Le Buat (la butte) 50540 Isigny-le-Buat. L'inspection a été annoncée le 15/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite avait pour objectif de constater la réception du dernier casier et de faire commencer la phase post-exploitation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV NORMANDIE
- Le Buat (la butte) 50540 Isigny-le-Buat
- Code AIOT : 0005303658
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation de stockage de déchets non dangereux d'Isigny-le-Buat est autorisée par arrêté préfectoral du 19 décembre 2007 modifié, pour une durée de 16 ans, soit jusqu'en décembre 2023. L'installation est arrivée à pleine capacité et les derniers déchets ont été réceptionnés le 22 avril 2022. L'exploitant a sollicité par courrier du 31/05/2022 le passage du site en post-exploitation. Il a

également transmis le 11/10/2022 un dossier des ouvrages exécutés pour les travaux de recouverture finale des casiers 4A, 4B et 4C; il a complété ce dossier le 18/04/2023.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Transmission du rapport annuel	Arrêté Préfectoral du 19/12/2007, article 41.5	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
7	Couverture finale de la zone 1	Arrêté Préfectoral du 27/11/2014, article 22	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
9	Gestion des lixiviats	Arrêté Préfectoral du 19/12/2007, article 22.4	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
12	Contrôle des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 19/12/2007, article 16.4	Susceptible de suites	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Cote de réaménagement final des casiers 4A-4B-4C	Arrêté Préfectoral du 19/01/2018, article 1.3	/	Sans objet
2	Conditions de réaménagement des casiers 4A-4B-4C	Arrêté Préfectoral du 19/01/2018, article 1.5	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 27/11/2014, article 17	/	Sans objet
5	Odeurs	Arrêté Préfectoral du 19/12/2007, article 13.4	/	Sans objet
6	Gestion des boues	Arrêté Préfectoral du 27/11/2014, article 20	/	Sans objet
8	Marquage ATEX	Arrêté Préfectoral du 19/12/2007, article 16.3	/	Sans objet
10	Fonctionnement de la torchère	Arrêté Préfectoral du 19/12/2007, article 29.2	/	Sans objet
11	Arrêt de l'activité de tri	Arrêté Préfectoral du 19/01/2018, article 1	/	Sans objet
13	piézomètres	Arrêté Préfectoral du 19/12/2007, article 33.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de constater que les casiers ont été clos de manière conforme à la réglementation en vigueur et de manière conforme aux prescriptions de l'arrêté d'autorisation préfectoral. La visite a permis de confirmer le bon fonctionnement des installations, évaluer la capacité du site à être post-exploité sans présence permanente de personnel sans nuire à ses performances environnementales.

Il semble toutefois nécessaire de porter une attention particulière aux résurgences d'eau issues du drainages ponctuellement défectueux de la zone 1 et caractériser ces rejets pour garantir qu'il ne s'agit pas de lixiviats. Des mesures de mise en sécurité du bassin de stockage des lixiviats de cette zone devront également être réalisées.

Le bilan annuel environnemental ainsi que le bilan des actions effectuées en matière de conformité électriques devront être fournis à l'inspection dans un délai raisonnable.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cote de réaménagement final des casiers 4A-4B-4C

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/01/2018, article 1.3
Thème(s) : Autre, Cote de réaménagement final des casiers 4A-4B-4C
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] les installations seront exploitées conformément [...] au plan de réaménagement final [...] joint en annexe 2 du présent arrêté complémentaire.
Constats : L'examen du levé topographique de l'ensemble du site mis à jour en octobre 2022 a permis de constater que les altitudes sont systématiquement en dessous des préconisations de l'arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Conditions de réaménagement des casiers 4A-4B-4C

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/01/2018, article 1.5
Thème(s) : Autre, Conditions de réaménagement des casiers 4A-4B-4C
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les travaux de recouvrement et de remise en état de chaque casier dès sa fin d'exploitation seront conformes aux dispositions des articles 34 et suivants de l'AM du 15/02/16 relatif aux ISDND.</p> <p>En l'occurrence, il est ici contrôlé la conformité à l'article 35 de l'AM 15/02/16 :</p> <p>"Au plus tard deux ans après la fin d'exploitation, tout casier est recouvert d'une couverture finale. Au plus tard neuf mois avant la mise en place de la couverture finale d'un casier, l'exploitant transmet au préfet le programme des travaux de réaménagement final de cette zone. Le préfet notifie à l'exploitant son accord pour l'exécution des travaux, ou le cas échéant, impose des prescriptions complémentaires.</p> <p>La couverture finale est composée, du bas vers le haut de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une couche d'étanchéité ; - une couche de drainage des eaux de ruissellement composée de matériaux naturels d'une épaisseur minimale de 0,5 mètre ou de géosynthétiques ; - une couche de terre de revêtement d'une épaisseur minimale d'un mètre. <p>L'exploitant spécifie le programme d'échantillonnage et d'analyse nécessaire à la vérification de l'épaisseur et de la perméabilité de la couverture finale. Ce programme, valable pour l'ensemble des futures surfaces à couvrir, spécifie le tiers indépendant de l'exploitant pour la détermination de ce coefficient de perméabilité et décrit explicitement les méthodes de contrôle prévues. Il est transmis à l'inspection des installations classées, a minima trois mois avant l'engagement de travaux de mise en place de la couverture finale. Si la couche d'étanchéité est une géomembrane, l'exploitant justifie de la mise en œuvre de bonnes pratiques en termes de pose pour assurer son efficacité. Pour chaque casier, les résultats des contrôles sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées trois mois après la mise en place de la couche d'étanchéité.</p> <p>Les travaux de revégétalisation sont engagés dès l'achèvement des travaux de mise en place de la couverture finale, selon les modalités décrites par l'arrêté préfectoral d'autorisation. La flore utilisée est autochtone et non envahissante, elle permet de maintenir l'intégrité de la couche d'étanchéité, notamment avec un enracinement compatible avec l'épaisseur de la couche de terre de revêtement et l'usage futur du site.</p> <p>Les dispositions de cet article peuvent être adaptées par le préfet sur demande de l'exploitant, sous réserve que les dispositions constructives prévues garantissent une efficacité équivalente à celle qui résulte de la mise en œuvre des prescriptions de cet article. En tout état de cause, la somme de l'épaisseur de la couche de drainage des eaux de ruissellement et de celle de la couche de terre de revêtement est supérieure à 0,8 mètre.</p> <p>Au plus tard six mois après la mise en place de la couverture finale d'un casier, l'exploitant confirme l'exécution des travaux et transmet au préfet le plan topographique de l'installation et un mémoire descriptif des travaux réalisés."</p>
Constats : L'examen du rapport de la société CBTP du 18/05/2021, ayant pour objectif de contrôler la composition de la couche d'étanchéité a permis de constater que sur les deux séries de 4 mesures, toutes les mesures montrent la conformité des couches de formes (>0.5m) et des couches de revêtement (>0.8m).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/11/2014, article 17
Thème(s) : Autre, Respect des VLE atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout rejet dans l'atmosphère doit respecter les valeurs limites en polluants suivants : Valeur limite mg/Nm3 de rejet : Traitement du biogaz Co < 150 Poussières < 10 SO2 < 300 HF < 5 HCl < 50 Torchère NO3 < 525 Poussières < 150 COVnm < 50 CO < 1 200
Constats : Les déclarations sous GEREP montrent la conformité des émissions à l'exception du CO sur le moteur à cogénération dont le seuil réglementaire est fixé à 150mg/Nm3. Emission de 2019: conforme Emission de 2020: conforme Emission de 2021: 900mg/Nm3 L'exploitant a indiqué lors de l'inspection que le moteur était devenu moins performant, il a donc fait l'objet d'un entretien approfondi en 2022, la situation devrait avoir cessé suite à cet entretien.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Transmission du rapport annuel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2007, article 41.5
Thème(s) : Autre, Rapport annuel environnemental
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant adresse au Préfet, au plus tard le 1er avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente: - des utilisations d'eau, le bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisées; - de la masse annuelle des émissions de polluants, suivant un format fixé par le ministre chargé des installations classées. La masse émise est la masse du polluant considéré émise sur l'ensemble du site de manière chronique ou accidentelle, canalisée ou diffuse dans l'air, l'eau, et les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que dans les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement.
Constats : Le jour de la visite, le rapport annuel environnemental n'a pas été transmis. L'exploitant indique que le responsable de site a changé, qu'il est arrivé en poste au 1er mars 2023 et qu'il n'a pas pu réaliser ce document dans les délais prévus. Il s'est engagé par courriel du 12 mai à le transmettre d'ici le 30 juin 2023. L'exploitant transmettra à l'inspection ces éléments sous un mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2007, article 13.4
Thème(s) : Autre, Odeurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitation est menée de manière à limiter autant que faire se peut les dégagements d'odeurs. L'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif des installations afin de permettre une meilleure prévention des nuisances. Les moyens de lutte contre les nuisances olfactives sont mis en place notamment par un réseau de drainage des émissions gazeuses et un programme de surveillance renforcée des composants du bioréacteur, du réseau de captation du biogaz et des paramètres de suivi et de contrôle de la recirculation des lixiviats prétraités ou non.
Constats : L'inspection s'est rendue en différents points à l'extérieur du site afin de constater si des nuisances olfactives sont générées par l'installation. Aucune nuisance spécifique n'a été constatée le jour de l'inspection en dehors des limites ICPE.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Gestion des boues

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/11/2014, article 20
Thème(s) : Autre, Boues
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les boues produites font l'objet annuellement d'une quantification. Elles sont déposées dans deux bassins à lits filtrants plantés de roseaux. Avant curage des bassins à lits filtrants, sur un échantillon représentatif, il est réalisé une caractérisation selon les dispositions de l'article 1-3.
Constats : L'exploitant a prévu de supprimer le bassin de traitement des boues au nord de l'installation Isigny2 (les lits plantés de roseaux n'ont plus d'utilité à l'heure actuelle). Les boues seront envoyées en centre de traitement agréé extérieur. L'exploitant veillera à procéder à la caractérisation des boues lors de l'opération de remise en état de cette installation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Couverture finale de la zone 1

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/11/2014, article 22
Thème(s) : Autre, Couverture finale de la zone 1
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dès la fin de comblement d'une unité d'exploitation ou d'un casier en phase finale, une couverture finale est mise en place afin de maîtriser l'absence d'émanation diffuse de biogaz. Cette couverture finale est réalisée selon un profil topographique permettant de prévenir autant que faire se peut les risques d'éboulement, de ravinement et d'érosion et de manière à diriger les eaux de ruissellement superficielles vers l'extérieur de la zone à exploiter et les dispositifs de collecte appropriés. La couverture finale présente une pente d'au moins 3 % permettant de diriger toutes les eaux de ruissellement vers les dispositifs de collecte. Cette pente ne doit cependant pas créer de risques d'érosion de la couverture en place.</p> <p>Zone 1</p> <p>Cette couverture finale de type semi perméable se compose du bas vers le haut:</p> <ul style="list-style-type: none"> • le cas échéant en fonction de la technique utilisée, d'une couche drainante participant à la collecte et au captage du biogaz et dans laquelle se situe le réseau de drainage et de captage de ces gaz, • d'un écran semi-perméable réalisé par des matériaux naturels argileux remaniés et compactés sur une épaisseur d'au moins un mètre ou tout dispositif équivalent assurant la même efficacité, • d'une couche drainante permettant de limiter les infiltrations d'eaux météoriques dans le stockage, • d'un niveau suffisant de terre supérieur à 0,30 m. permettant la plantation d'une végétation favorisant l'évapotranspiration. <p>Constats : Lors de la visite sur l'installation Isigny1, malgré l'absence de précipitations, il a été constaté deux points de résurgences d'eau probablement pluviales, liées à la dégradation du matériaux drainant. Ces eaux rejoignent actuellement le fossé de collecte des eaux de voiries puis sont rejetées au milieu naturel.</p> <p>Il conviendra dans un délai de 2 mois de procéder à la collecte et l'analyse de ces résurgences afin de confirmer l'absence de lixiviats en leur sein.</p> <p>Il convient également que l'exploitant envisage la reprise du drainage de ces couvertures afin de stopper l'érosion de la couche végétale par lessivage. De manière générale, la présence d'arbres sur la zone Isigny1 réaménagée pose la question de la bonne étanchéité des anciens casiers. Une étude globale sur l'état de la zone devra être jointe à l'occasion du prochain bilan quinquennal de post-exploitation de cette zone.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Marquage ATEX

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2007, article 16.3
Thème(s) : Autre, Marquage des zones de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant détermine sous sa responsabilité les zones de sécurité de l'établissement. Il tient à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un plan de ces zones. Ces zones de sécurité comprennent pour le moins des zones d'incendie, d'explosion ou de risque toxique. Les zones de sécurité sont matérialisées dans l'établissement par des moyens appropriés (marquage au sol, panneaux...). La nature exacte du risque (incendie, atmosphère explosive, toxique, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. L'exploitant définit en particulier les zones dans lesquelles peuvent apparaître des atmosphères explosives ou inflammables selon les types suivants: -Zone de type 0: Zone où l'atmosphère est explosive ou inflammable en permanence. -Zone de type 1: Zone, où en cours de fonctionnement normal on est susceptible de rencontrer une atmosphère explosive ou inflammable. -Zone de type 2: Zone, où en cours de fonctionnement anormal on est susceptible de rencontrer une atmosphère explosive ou inflammable.
Constats : Un puit de captage du biogaz au dessus du casier 4c n'avait pas de marquage ATEX le jour de la visite. L'exploitant a transmis une photo le 12/05/2023 attestant de la mise en place du marquage suite à la visite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Gestion des lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2007, article 22.4
Thème(s) : Autre, Gestion des lixiviats
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Zone 1</p> <p>Les lixiviats produits par chaque casier sont collectés gravitairement et dirigés séparément soit gravitairement, soit par pompage vers un bassin tampon couvert des lixiviats de 900 m3 implanté sur la parcelle ZB 52 de la commune d'Isigny le Buat.</p> <p>Zone 2</p> <p>Les lixiviats produits par chaque casier sont collectés gravitairement et dirigés séparément par l'intermédiaire d'un pompage vers un bassin tampon couvert de lixiviats de 565 m3 implanté sur la zone technique parcelle n° ZB 4O de la commune d'Isigny le Buat. Chaque pompage des lixiviats produits par chaque casier est muni d'un comptage des débits.</p> <p>Le fond et les flancs du bassin de stockage et de traitement des lixiviats sont implantés sur une barrière d'étanchéité passive constituée au minimum de 0,50 m de matériaux naturels traités à la bentonite ou d'un GSB ayant une perméabilité égale à au moins 1.10 m/s. La barrière d'étanchéité active du bassin de stockage et de traitement des lixiviats est assurée de bas en haut par un géotextile anti-poinçonnement et une géomembrane en PEHD de 2 mm d'épaisseur compatible avec les caractéristiques chimiques des lixiviats.</p> <p>Constats : Il n'a été constaté aucun dysfonctionnement relatif à la gestion des lixiviats de la zone 2 le jour de la visite.</p> <p>Concernant les bassins couverts de la zone 1, une partie du bâtiment semble souffrir d'un défaut de la charpente menaçant potentiellement l'intégrité de l'étanchéité de fond et de flancs des bassins, si un élément de charpente ou de toiture venait à perforer les bassins. L'exploitant fera un diagnostic sous 2 mois pour caractériser le risque ainsi que le chiffrage du coût de la mise en sécurité.</p> <p>Un puit de collecte des lixiviats était resté ouvert. Suite à la visite l'exploitant a envoyé une photo du puit refermé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Fonctionnement de la torchère

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2007, article 29.2
Thème(s) : Autre, Mesure des débits de la torchère
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Lorsque la quantité du biogaz est insuffisante pour envisager une valorisation et lors d'arrêt technique des unités de valorisation, la destruction par combustion du biogaz doit s'effectuer en respectant les dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - les gaz de combustion devront être portés à une température minimale de 900°C pendant une durée supérieure à 0,3 seconde; - un système de sécurisation de l'installation asservi à la teneur en oxygène, CH₄ - CO, O₂, température, débit et dépression doit être mis en oeuvre; - la température et le débit doivent être mesurés en continu et faire l'objet d'un enregistrement en continu.
Constats : La mesure des débits de la torchère a montré un fonctionnement important en 2022. L'exploitant a indiqué que la maintenance pluriannuelle du moteur a été faite en 2022 ce qui a entraîné au mois de décembre environ 250h de fonctionnement contre 5 à 25 heures mensuelles en période d'activité normale. Il a été demandé à l'exploitant de prévenir l'inspection lors des prochaines opérations de ce type. Le jour de la visite le compteur a été relevé et a permis de vérifier la pertinence des déclarations.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Arrêt de l'activité de tri

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/01/2018, article 1
Thème(s) : Autre, Nomenclature
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les activités autorisées selon la nomenclature ICPE sont les suivantes : 2510-3 (A), 2760-2 (A), 3540 (A), 2921-b (DC)
Constats : La fin d'exploitation du bâtiment accueillant l'activité de tri de déchets a pu être constaté le jour de la visite, aucun déchet n'est resté présent dans le bâtiment.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2007, article 16.4
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 20/06/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : "Un contrôle [des installations électriques] est effectué régulièrement, au minimum une fois par an, par un technicien compétent, appartenant ou non à l'entreprise, qui doit très explicitement mentionner les défauts constatés auxquelles il faut remédier dans les plus brefs délais."
Constats : Le jour de la visite l'exploitant indique qu'il est toujours en phase de mise en conformité des installations suivant les recommandations du bureau de contrôle. Il est demandé de transmettre à l'inspection dans un délai de 2 mois un bilan des actions réalisées et celles qui restent à mettre en œuvre ainsi que la copie du dernier contrôle annuel.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 13 : piézomètres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2007, article 33.1
Thème(s) : Autre, eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La surveillance des eaux souterraines au droit de la zone 2 du centre de stockage est assurée par un réseau de contrôle constitué de quatre piézomètres : 1 piézomètre en amont hydraulique PZ5 situé au nord est de la parcelle ZB40, et 3 piézomètres en aval hydraulique PZ2 au nord de la parcelle ZB53, PZ6 à l'entrée du site, et PZ7 au nord ouest de la parcelle ZB49. Ces ouvrages de surveillance doivent être protégés contre les risques de détériorations, leur tête doit être étanchée et leur capot sécurisé.
Constats : Le marquage des piézomètres N°4 et N°5 n'avait pas fait l'objet de correction depuis la dernière visite et n'ont pas été sécurisés. L'exploitant a transmis par mail le 12/05/2023 une photo des piézomètres sécurisés et correctement étiquetés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet